

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

#### *Acheteur*

État – Direction de l’environnement, de l’aménagement et du logement (DEAL Réunion)  
2, rue Juliette Dodu – CS 41 009  
97 743 Saint-Denis cedex 9

#### *Pouvoir adjudicateur*

M. Eric BATAILLER, Directeur de la DEAL

#### *Objet du marché*

Etude foncière de la zone des 50 pas géométriques (ZPG) de La Réunion  
sur les communes de Saint-Pierre et Saint-Benoît.

Le présent CCAP comporte 16 pages et \_\_0\_\_ annexe :

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE 1- OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
<b>1.1 - OBJET DU MARCHÉ ET NORMES.....</b>	<b>4</b>
<b>1.2 - REPRÉSENTATION DE L'ACHETEUR ET FORME DES NOTIFICATIONS.....</b>	<b>5</b>
1.2.1 - Représentation de l'acheteur (RA) pour l'exécution du marché.....	5
1.2.2 - Formes des notifications.....	5
<b>1.3 - POINT DE DÉPART DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....</b>	<b>5</b>
<b>1.4 - PASSATION DES COMMANDES.....</b>	<b>6</b>
<b>1.5 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES, EN LOTS ET EN PARTIES TECHNIQUES.....</b>	<b>6</b>
<b>1.6 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ, PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....</b>	<b>6</b>
1.6.1 - Obligation de confidentialité.....	6
1.6.2 - Sites sensibles.....	6
1.6.3 - RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	6
<b>1.7 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
1.7.1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	6
1.7.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	7
1.7.3 - Assurances.....	8
1.7.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	8
1.7.5 - Réalisation de prestations similaires.....	9
1.7.6 - Clauses sociales et environnementales.....	9
<b>1.8 - ORDRES DE SERVICE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 2- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 3- PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>10</b>
<b>3.1 - TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S).....</b>	<b>10</b>
3.1.1 - Indemnité de dédit.....	10
3.1.2 - Indemnité d'attente.....	10
<b>3.2 - CONTENU DES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>10</b>
<b>3.3 - MODALITÉ DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>10</b>
3.3.1 - Modalités de transmission des demandes de paiement.....	10
3.3.2 - Délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires.....	11
<b>3.4 - VARIATION DANS LES PRIX.....</b>	<b>11</b>
3.4.1 - Mois d'établissement des prix du marché.....	11
3.4.2 - Choix de l'index de référence.....	11
3.4.3 - Modalités de révision des prix.....	11
3.4.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	11
<b>3.5 - PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 4- DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>12</b>
<b>4.1 - DÉLAI D'EXÉCUTION.....</b>	<b>12</b>

<b>4.2 - PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION.....</b>	<b>12</b>
<b>4.3 - PÉNALITÉS ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXÉCUTION.....</b>	<b>12</b>
4.3.1 - Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	12
4.3.2 - Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	13
4.3.3 - Pénalité pour non respect des clauses sociales d'insertion.....	13
<b>4.4 - PRIMES POUR RÉALISATION ANTICIPÉE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 5- CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>13</b>
<b>5.1 - RETENUE DE GARANTIE.....</b>	<b>13</b>
<b>5.2 - AVANCES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 6- PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 7- EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>14</b>
<b>7.1 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>14</b>
7.1.1 - Modalités particulières de réalisation des prestations.....	14
7.1.2 - Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	14
7.1.3 - Mise à disposition de matériels par l'acheteur.....	14
<b>7.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 8- ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>14</b>
<b>8.1 - ADMISSION.....</b>	<b>14</b>
8.1.1 - Nombre d'exemplaires.....	14
8.1.2 - Délais d'admission des prestations.....	14
8.1.3 - Réfaction.....	15
8.1.4 - Ajournement.....	15
8.1.5 - Rejet.....	15
<b>8.2 - GARANTIE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 9- ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....</b>	<b>15</b>
<b>9.1 - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>15</b>
<b>9.2 - RÉSILIATION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 10- CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 11- DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>16</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles.*

## ARTICLE 1- OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 - OBJET DU MARCHÉ ET NORMES

Le domaine public maritime terrestre de La Réunion est notamment constitué d'une zone bordant le littoral, définie à l'article L. 5111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), communément appelée « zone des 50 pas géométriques » (ZPG). Cette zone est comprise entre la limite du rivage et la limite supérieure de la zone des 50 pas géométriques, délimitée par l'arrêté gubernatorial du 4 mai 1876. Selon l'article L. 3111-1 du CGPPP : « les biens qui relèvent du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles ».

La propriété foncière du domaine public maritime (DPM) à La Réunion relève des services de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) et sa gestion est assurée par les services de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de La Réunion. En juin 2019, dans le cadre de la stratégie de gestion du domaine public maritime, l'État a décidé de clarifier la propriété foncière du domaine public maritime de La Réunion.

Le présent marché a pour objet la **réalisation d'une étude foncière de la zone des 50 pas géométriques (ZPG) sur les communes de Saint-Pierre et Saint-Benoît.**

La commune de Saint-Pierre ciblée par l'étude est mentionnée au décret liste n° 2026-95 du 13 février 2026 établissant la liste des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydrosédimentaires entraînant l'érosion du littoral.

L'objectif de l'étude est de permettre, une gestion domaniale sécurisée du littoral réunionnais :

- en apportant les éléments d'informations nécessaires à l'engagement d'éventuelles actions contentieuses ultérieures afin de supprimer les empiètements non régularisables (prise en compte des risques littoraux, enjeux environnementaux forts, ...);
- en facilitant la régularisation domaniale pour les empiètements sans enjeux identifiés ;
- en renforçant la protection de l'espace naturel et paysager du littoral ;
- en valorisant le littoral et son usage public dans l'intérêt général (réouverture des accès transversaux à la mer).

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Département de La Réunion, communes de Saint-Pierre et Saint-Benoît.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments décrits au CCTP du présent marché.

Ces résultats seront utilisés par le pouvoir adjudicateur ainsi que décrit ci-après :

- utilisation au sein de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion (DEAL).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

## 1.2 - REPRÉSENTATION DE L'ACHETEUR ET FORME DES NOTIFICATIONS

### 1.2.1 - Représentation de l'acheteur (RA) pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. **Le chef du service aménagement et constructions durables (SACOD) ou son représentant** ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. **Le chef de l'unité littoral paysages et urbanisme (ULPU)** pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

### 1.2.2 - Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire), par voie matérielle sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception.

L'accusé de réception de la lettre recommandée déterminera de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur cet accusé de réception sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de la lettre recommandée,

dans les délais réglementaires impartis, c'est la date d'envoi du document qui vaudra pour date de notification du document, en application des principes jurisprudentiels en vigueur.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception de la lettre recommandée par le destinataire.

## 1.3 - POINT DE DÉPART DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG, le délai d'exécution du marché part de sa date de notification.

## 1.4 - PASSATION DES COMMANDES

Sans objet.

## 1.5 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES, EN LOTS ET EN PARTIES TECHNIQUES

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché comporte 2 **parties techniques** désignées ci-après :

Parties techniques
<b>PHASE 1 : Recherche documentaire sur l'historique des actes de propriétés</b>
<b>PHASE 2 : Détermination des empiétements dans la ZPG</b>

## 1.6 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ, PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

### 1.6.1 - Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3.1 du CCAP.

### 1.6.2 - Sites sensibles

Sans objet.

### 1.6.3 - RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3.2 du CCAP.

## 1.7 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### 1.7.1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## 1.7.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### 1.7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3.3 du présent CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1.7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

#### 1.7.3 - Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

#### 1.7.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.7.3. du CCAP.



### 1.7.5 - Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

### 1.7.6 - Clauses sociales et environnementales

#### 1.7.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

#### 1.7.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le titulaire doit dans la mesure du possible adopter les pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effets de serre, en particulier le CO<sub>2</sub>, par exemple en formant son personnel à l'écoconduite.

Pour la partie communication/échange de données, il est attendu du titulaire pour les échanges version papier :

- D'avoir recours à des impressions recto-verso en noir et blanc (sauf les cartes ou autres documents graphiques nécessitant l'usage de la couleur pour leur compréhension)
- D'optimiser la mise en page des documents transmis
- D'utiliser du papier recyclé
- D'utiliser une police d'écriture light

Pour les échanges en version numérique, il est demandé au titulaire de :

- Limiter la taille des pièces jointes voire les interdire en mettant en place un système d'échanges par liens.

Pour la partie mobilité, il est demandé au titulaire de :

- De recourir à des modes de déplacements peu carbonés
- De recourir aux réunions à distance lorsque cela est possible afin d'éviter tout déplacement.

## 1.8 - ORDRES DE SERVICE

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## ARTICLE 2- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

## **ARTICLE 3- PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 - TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)**

Sans objet.

#### **3.1.1 - Indemnité de dédit**

Sans objet.

#### **3.1.2 - Indemnité d'attente**

Sans objet.

### **3.2 - CONTENU DES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **3.3 - MODALITÉ DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un **prix global forfaitaire**.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera **trimestrielle**. Toutefois, si le titulaire en fait la demande elle pourra être mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord de l'acheteur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

#### **3.3.1 - Modalités de transmission des demandes de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant:

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »

### 3.3.2 - Délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### 3.4 - VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles suivants :**

#### 3.4.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### 3.4.2 - Choix de l'index de référence

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

#### 3.4.3 - Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec :  $I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

En application des articles R. 2191-27 à R. 2191-29 du code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

#### 3.4.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### 3.5 - PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## ARTICLE 4- DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

### 4.1 - DÉLAI D'EXÉCUTION

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### 4.2 - PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues **suite à procédure contradictoire** conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités journalières des parties techniques sont fixées dans le tableau ci-après :

Parties techniques	Pénalité journalière
PHASE 1 : Recherche documentaire sur l'historique des actes de propriété	100 euros
PHASE 2 : Détermination des empiétements dans la ZPG	100 euros

### 4.3 - PÉNALITÉS ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXÉCUTION

#### 4.3.1 - Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 000 €**.

### 4.3.2 - Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 000 €**.

### 4.3.3 - Pénalité pour non respect des clauses sociales d'insertion

Sans objet.

## 4.4 - PRIMES POUR RÉALISATION ANTICIPÉE DES PRESTATIONS

Sans objet.

## ARTICLE 5- CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

### 5.1 - RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

### 5.2 - AVANCES

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.3.2 du CCAP compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## ARTICLE 6- PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 7- EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7.1 - CONDITIONS D'EXÉCUTION**

#### **7.1.1 - Modalités particulières de réalisation des prestations**

- Les documents provisoires seront remis au format numérique par le prestataire, en préparation des réunions avec l'équipe projet (DRIFP-DEAL/ULPU), 8 jours au plus tard avant chaque réunion.
- Les documents définitifs seront remis comme suit :
  - - au format numérique (pdf) pour chaque membre de l'équipe projet et en format modifiable pour le maître d'ouvrage DEAL ;
  - 1 exemplaire papier pour chaque membre de l'équipe projet ;
  - 1 exemplaire USB pour le maître d'ouvrage DEAL.

#### **7.1.2 - Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le titulaire doit fournir à l'acheteur dans le délai de **8 jours** à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

#### **7.1.3 - Mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

### **7.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ**

Aucune stipulation particulière.

## **ARTICLE 8- ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8.1 - ADMISSION**

Aucune stipulation particulière.

#### **8.1.1 - Nombre d'exemplaires**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au représentant du pouvoir adjudicateur, conformément au CCTP\_article 9 (format électronique et formats papier).

#### **8.1.2 - Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le RPA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai suivant : **1 mois**.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

### **8.1.3 - Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8.1.4 - Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4.2 du CCAP.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8.1.5 - Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8.2 - GARANTIE DES PRESTATIONS**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

## **ARTICLE 9- ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION**

### **9.1 - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Conformément à l'article 20 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1.5 du présent CCAP.

**La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.**

### **9.2 - RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en

demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du code de la commande publique, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Dans le cas où l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 40 du CCAG est fixé à 5%.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10- CLAUSES TECHNIQUES**

Voir cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

## **ARTICLE 11- DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCAP 1-7.3	dérogé à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 4	dérogé à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4.2	dérogé aux articles	14.1.1 du CCAG
CCAP 5-2	dérogé à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8.1.2	dérogé à l'article	28.2 du CCAG
CCAP 8.1.3	dérogé à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8.1.4	dérogé à l'article	3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG,
CCAP 8.2	dérogé à l'article	30 du CCAG
CCAP 9.2	dérogé à l'article	39.2 du CCAG